

Dépenses

(en millions de francs)

Rubrique	Indication des rubriques	Année budgétaire 1995	
		Engagements	Ordonnancements
CHAPITRE 53			
Paie ments à des tiers résultant de l'exercice de la mission statutaire			
Dépenses en application de la loi du 15 février 1961			
53.11	Subventions-intérêts	2.590,0	880,4
53.12	Primes complémentaires		
53.13	Garanties	10,0	10,0
CHAPITRE 46			
Dépenses pour ordre			
46.1	Dépenses diverses	0,0	0,0
Total des dépenses		2.600,0	1.010,4

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 96 — 588

[S - C - 29058]

11 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement la Communauté française relatif au contrôle administratif et budgétaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1er, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 84;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 51, alinéa 1er;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 46, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 14 avril 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions introductives**Article 1er.** Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par le Gouvernement, par le Ministre ayant le budget dans ses attributions et par le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions.

Il porte sur les projets de décision du Gouvernement ainsi que sur ceux des services d'administration générale de la Communauté.

Le Gouvernement, le Ministre ayant le budget dans ses attributions et le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions sont assistés par les Inspecteurs des Finances.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux décisions auxquelles s'applique le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires.

CHAPITRE II. — *Le Gouvernement*

Art. 2. Le Gouvernement décide les mesures indispensables à la confection du budget.

Le Ministre qui a le budget dans ses attributions élabore les avant-projets de décret budgétaire et les amendements d'initiative gouvernementale à ces projets.

Le Gouvernement adopte tout projet de décret ou d'amendement d'initiative gouvernementale relatif au budget de la Communauté.

Le Gouvernement délibère de tout projet de décret ou d'arrêté organique du Gouvernement ainsi que de toute mesure à caractère réglementaire relatifs aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

Art. 3. Le Gouvernement surveille l'exécution du budget. A cet effet, le Ministre qui a le budget dans ses attributions informe régulièrement le Gouvernement sur la situation budgétaire et les perspectives concernant l'exécution du budget.

Le Gouvernement détermine son attitude à l'égard des propositions de décret et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

Art. 4. En cas d'urgence, les compétences du Gouvernement visées à l'article 2, alinéa 1er, ainsi qu'à l'article 3, alinéa 2, et relatives aux propositions de décret et aux amendements d'initiative gouvernementale et d'initiative parlementaire, sont exercées par le Ministre qui a le budget dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Le ministre qui a le budget dans ses attributions*

Art. 5. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre qui a le budget dans ses attributions les avant-projets de décret, les projets d'arrêté, de circulaire ou de décision:

1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistant;

2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles;

3° qui édictent ou modifient des règles organiques concernant l'octroi des subventions;

4° qui concernent des subventions qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative au budget, supérieures à 300 000 F et dont l'octroi n'est pas réglé par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant de manière ferme et définitive. Le montant précité peut être modifié par décision du Gouvernement;

5° qui concernent l'octroi de subventions qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative au budget, quel que soit leur montant, et dont l'octroi n'est pas réglé par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant de manière ferme et définitive ainsi que les marchés de services relatifs à des dépenses courantes dès le moment où le montant cumulé des subventions ou des marchés sur une même année en faveur d'un même bénéficiaire est supérieur à dix millions de francs;

6° qui concernent les accords de principe préalables à une décision ferme d'octroi de subvention ainsi que l'octroi de subventions relatives à des dépenses de capital, qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative au budget, quel que soit leur montant et dont l'octroi n'est pas réglé par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant, à partir du moment où le montant cumulé des accords de principe ou des subventions sur une même année en faveur d'un même bénéficiaire est supérieur à trente millions de francs;

7° qui concernent les dépenses relatives à des investissements directs dont le montant est supérieur à trente millions de francs;

8° qui concernent l'octroi de la garantie de la Communauté.

Par dérogation à l'alinéa 1er, 2° et 4° à 7°, les dépenses relatives aux bâtiments scolaires ne sont pas soumises à l'accord préalable du Ministre qui a le budget dans ses attributions.

Art. 6. Les projets de délibération du Gouvernement visés aux articles 40 et 44 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, tendant à autoriser le Contrôleur des engagements à viser les dépenses au-delà du montant des crédits votés ou à requérir l'octroi d'un visa provisoire par la Cour des Comptes, sont soumis au Gouvernement par le Ministre qui a le budget dans ses attributions.

CHAPITRE IV. — *Le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions*

Art. 7. Sont soumis à l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions les avant-projets de décret et les projets d'arrêté qui ont pour objet:

1° la fixation ou la modification des cadres;

2° la fixation ou la modification du statut pécuniaire du personnel et des échelles de traitements des grades;

3° la fixation ou la modification de dispositions statutaires pour le personnel.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes aux chapitres III et IV*

Art. 8. Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 5 et 7 n'ont pas reçu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions ou du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, ils peuvent être soumis au Gouvernement par le Ministre intéressé.

Art. 9. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions et le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable.

CHAPITRE VI. — *Les Inspecteurs des Finances*

Art. 10. Les Inspecteurs des Finances assument la fonction de conseiller budgétaire et financier du Ministre auprès duquel ils sont accrédités.

Art. 11. Les Inspecteurs des Finances adressent au Ministre auprès duquel ils sont accrédités toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité et l'efficience des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services du département et de réaliser des économies.

Art. 12. Les Inspecteurs des Finances donnent leur avis sur toutes les questions soumises à leur examen par le Ministre auprès duquel ils sont accrédités. Ils peuvent notamment être chargés par lui d'accomplir des investigations auprès des organismes publics ou privés, subventionnés par la Communauté.

Art. 13. Les Inspecteurs des Finances assument également une mission de contrôle au nom des Ministres qui ont le budget ou la fonction publique dans leurs attributions et donnent leur avis sur toutes les questions soumises par eux à leur examen, en ce compris, pour ce qui concerne le Ministre qui a le budget dans ses attributions, celles relatives aux placements, aux emprunts et aux prêts des organismes paracommunautaires.

Les Inspecteurs des Finances peuvent être chargés par le Ministre qui a le budget dans ses attributions du contrôle des opérations d'emprunt, de prêt, de placement financier des services du Gouvernement et des organismes paracommunautaires de catégorie A, selon des modalités qu'il détermine.

Art. 14. Sont soumis, pour avis préalable, aux Inspecteurs des Finances:

1° les avant-projets de décret, les projets d'arrêté du Gouvernement et d'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision:

- a) qui sont soumis au Gouvernement dans le cadre des compétences visées au Chapitre II;
 - b) qui sont soumis aux Ministres qui ont le budget ou la fonction publique dans leurs attributions;
- 2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion financière directe ou indirecte, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services;
- 3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de la Communauté;
- 4° les propositions présentées dans le cadre de la confection des budgets.

Art. 15. Par dérogation aux dispositions de l'article 14, 2°, l'avis de l'Inspecteur des Finances n'est pas requis pour:

- 1° des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif;
- 2° des missions à l'étranger;
- 3° des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services, pour autant que la dépense n'excède pas 1 250 000 F;
- 4° des subventions:

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;

b) autres, dont le montant est inférieur à 125 000 F;

5° d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive.

De commun accord entre le Ministre intéressé et le Ministre qui a le budget dans ses attributions, les montants prévus à l'alinéa 1er peuvent être adaptés.

Les Inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées aux 1er et 2e alinéas.

Art. 16. Dans l'exercice de leurs fonctions, les Inspecteurs des Finances examinent si les propositions sont conformes aux décisions du Gouvernement et aux décisions ministérielles s'il s'agit de propositions de l'administration.

Art. 17. Lorsque le Ministre intéressé ne peut se rallier à un avis défavorable émis par un Inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 14, 2° et 3°, il saisit le Gouvernement qui doit se prononcer sur la proposition.

Art. 18. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions met les Inspecteurs des Finances à la disposition de ses collègues.

Dans les cas d'urgence, ceux-ci peuvent réclamer une communication de l'avis de l'Inspecteur des Finances dans un délai qu'ils déterminent.

Art. 19. Les Inspecteurs des Finances accomplissent leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives du département et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Ministre auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordre tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

CHAPITRE VII. — *Dispositions générales et finales*

Art. 20. Lorsqu'un Ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Gouvernement, au Ministre qui a le budget dans ses attributions ou au Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, il y joint chaque fois l'avis de l'Inspecteur des Finances.

Art. 21. Tout arrêté mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Gouvernement ou du Ministre qui a le budget dans ses attributions et du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

En cas d'application de l'article 9, il mentionne la décision du Ministre qui a le budget dans ses attributions ou du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Art. 22. L'article 17 de l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion financière et matérielle des Services à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat est complété par la disposition suivante:

"Les opérations des services visés à l'article 1er, § 1er ne sont pas soumises au contrôle de l'Inspection des Finances".

Art. 23. L'application du présent arrêté ne porte pas préjudice aux dispositions prises par le Gouvernement par voie d'arrêté en vue du règlement de son fonctionnement.

Art. 24. Les membres du Gouvernement de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 11 décembre 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 96 - 588

[S - C - 29058]

11 DECEMBER 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 8, lid 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, lid 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de herstellwet van 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 84;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 51, lid 1;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 46, lid 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 april 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. De administratieve en begrotingscontrole wordt uitgeoefend door de Regering, door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en door de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

Zij heeft betrekking op de ontwerpen van beslissing van de Regering alsook op die van de diensten van algemeen bestuur van de Gemeenschap.

De Regering, de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, worden door de Inspecteurs van Financiën bijgestaan.

Dit besluit is niet van toepassing op de beslissingen waarop het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen toepasselijk is.

HOOFDSTUK II. — De Regering

Art. 2. De Regering neemt de beslissingen die onontbeerlijk zijn voor het opmaken van de begroting.

De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, stelt de voorontwerpen van begrotingsdecreet en de amendementen van de Regering bij deze ontwerpen op.

De Regering keurt elk ontwerp van decreet of van amendement van de Regering met betrekking tot de begroting van de Gemeenschap goed.

De Regering beraadslaagt en beslist over elk ontwerp van decreet of van organiek besluit van de Regering alsook over elke maatregel van reglementaire aard met betrekking tot de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren, waarvan de goedkeuring een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven.

Art. 3. De Regering houdt toezicht op de uitvoering van de begroting. Daartoe licht de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort geregeld de Regering in over de budgettaire toestand en over de vooruitzichten inzake de uitvoering van de begroting.

De Regering bepaalt haar houding ten opzichte van de decreetvoorstellen en de van het parlement uitgaande amendementen waarvan de aanneming een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven.

Art. 4. In dringende gevallen wordt de bevoegdheid van de Regering waarvan sprake in artikel 2, lid 1 alsook in artikel 3, lid 2, die betrekking heeft op de decreetvoorstellen en op de van de Regering en van het Parlement uitgaande amendementen, uitgeoefend door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

HOOFDSTUK III. — *De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort*

Art. 5. Aan het voorafgaand akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, worden onderworpen, de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit, van omzendbrief of van beslissing :

- 1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;
- 2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan;
- 3° die organieke regels betreffende de toekenning van toelagen uitvaardigen of wijzigen;
- 4° die betrekking hebben op toelagen die geen voorwerp uitmaken van een nominatieve inschrijving in de begroting, die meer dan 300 000 frank bedragen en waarvan de toekenning niet door organieke regels wordt bepaald die de toekenningsvoorwaarden en het bedrag ervan op een vaste en definitieve wijze vastleggen. Het voormelde bedrag kan bij een beslissing van de Regering worden gewijzigd;
- 5° die betrekking hebben op de toekenning van toelagen die geen voorwerp uitmaken van een nominatieve inschrijving in de begroting, ongeacht hun bedrag, en waarvan de toekenning niet door organieke regels wordt bepaald die de toekenningsvoorwaarden en het bedrag ervan op een vaste en definitieve wijze vastleggen, alsook op de opdrachten voor aanneming van diensten betreffende lopende uitgaven, als het gecumuleerde bedrag van de toelagen of van de opdrachten gedurende een zelfde jaar voor een zelfde begunstigde hoger is dan tien miljoen frank;
- 6° die betrekking hebben op het beginselakkoord dat aan een vaste beslissing tot toekenning van een toelage voorafgaat alsook op de toekenning van toelagen betreffende kapitaaluitgaven, die geen voorwerp uitmaken van een nominatieve inschrijving in de begroting, ongeacht hun bedrag, en waarvan de toekenning niet door organieke regels wordt bepaald die de toekenningsvoorwaarden en het bedrag ervan vastleggen, als het gecumuleerde bedrag van de beginselakkoorden of van de toelagen gedurende een zelfde jaar voor een zelfde begunstigde hoger is dan dertig miljoen frank;
- 7° die betrekking hebben op uitgaven betreffende rechtstreekse investeringen waarvan het bedrag hoger is dan dertig miljoen frank;
- 8° die betrekking hebben op de toekenning van de waarborg van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van lid 1, 2° en 4° tot 7°, worden de uitgaven betreffende de schoolgebouwen niet onderworpen aan het voorafgaand akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Art. 6. De ontwerpen van de na beraadslaging genomen beslissingen van de Regering bedoeld in de artikelen 40 en 44 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die ertoe strekken de controleur van de vastleggingen te machtigen om uitgaven boven het bedrag der toegestane kredieten te viseren of om van het Rekenhof een voorlopig visum te vorderen, worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort aan de Regering voorgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren*

Art. 7. Aan het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, worden onderworpen, de voorontwerpen van decreet en de ontwerpen van besluit die ertoe strekken :

- 1° de personeelsformaties vast te stellen of te wijzigen;
- 2° de bezoldigingsregeling van het personeel en de weddeschalen van de graden vast te stellen of te wijzigen;
- 3° statutaire bepalingen voor het personeel vast te stellen of te wijzigen.

HOOFDSTUK V. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de hoofdstukken III en IV*

Art. 8. Wanneer de in de artikelen 5 en 7 bedoelde voorontwerpen en ontwerpen het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken Minister aan de Regering worden voorgelegd.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaand akkoord.

HOOFDSTUK VI. — *De Inspecteurs van Financiën*

Art. 10. De Inspecteurs van Financiën vervullen de functie van budgettaire en financiële raadgever van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn.

Art. 11. De Inspecteurs van Financiën verstrekken aan de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn, alle aanbevelingen die de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten van het departement kunnen verbeteren en besparingen kunnen verwezenlijken.

Art. 12. De Inspecteurs van Financiën brengen advies uit over al de vragen die hun worden voorgelegd door de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn. Zij kunnen inzonderheid door hem belast worden met onderzoeken bij de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde openbare of particuliere instellingen.

Art. 13. De Inspecteurs van Financiën oefenen eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de Ministers tot wier bevoegdheden de begroting of de ambtenarenzaken behoren en brengen advies uit over alle vragen die door hen aan hun onderzoek worden onderworpen, met inbegrip, voor de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, van de vragen met betrekking tot de beleggingen en de leningen van en aan de paracommunautaire instellingen.

De Inspecteurs van Financiën kunnen door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, worden belast met de controle op de verrichtingen inzake financiële beleggingen en leningen van en aan de diensten van de Regering en van de paracommunautaire instellingen van categorie A, volgens nader door haar te bepalen regels.

Art. 14. Aan de Inspecteurs van Financiën voor voorafgaand advies worden voorgelegd :

- 1° de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van de Regering en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing :
 - a) die aan de Regering worden voorgelegd in het kader van de in Hoofdstuk II bedoelde bevoegdheden;
 - b) die aan de Ministers tot wier bevoegdheden de begroting of de ambtenarenzaken behoren,

2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreeks of onrechtstreeks een financiële weerslag kan hebben en die welke op de administratieve inrichting van de diensten betrekking hebben;

3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de waarborg van de Franse Gemeenschap;

4° de voorstellen die gedaan worden in het kader van het opmaken van de begrotingen.

Art. 15. In afwijking van de bepalingen van artikel 14, 2°, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor :

1° personeelsuitgaven, voor zover het gaat om de toepassing van het geldelijk en administratief statuut;

2° zendingen in het buitenland;

3° overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voor zover de uitgave het bedrag van 1 250 000 F niet overschrijdt;

4° toelagen :

a) die toegekend worden overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het bedrag ervan vast en definitief vaststellen;

b) andere, waarvan het bedrag lager is dan 125 000 F;

5° andere uitgaven onderworpen aan organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het bedrag ervan vast en definitief vaststellen.

Na gemeenschappelijk overleg tussen de betrokken Minister en de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, kunnen de in lid 1 bedoelde bedragen worden aangepast.

De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de uitgaven bedoeld in de eerste en tweede leden.

Art. 16. In de uitoefening van hun functie onderzoeken de Inspecteurs van Financiën of de voorstellen overeenkomen met de beslissingen van de Regering en met de ministeriële beslissingen indien het voorstellen van het bestuur betreft.

Art. 17. Wanneer de betrokken Minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over een van de voorstellen bedoeld in artikel 14, 2° en 3°, brengt hij de zaak voor de Regering, die zich over het voorstel moet uitspreken.

Art. 18. De Inspecteurs van Financiën worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort ter beschikking van zijn collega's gesteld.

In dringende gevallen kunnen deze mededeling van het advies van de Inspecteurs van Financiën vragen binnen een termijn die zij vaststellen.

Art. 19. De Inspecteurs van Financiën voeren hun opdracht uit op stukken en ter plaatse. Ze hebben toegang tot alle dossiers en alle archieven van het departement en ontvangen van de diensten alle inlichtingen die zij vragen.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch aan het beheer van de diensten van de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

HOOFDSTUK VII. — Algemene bepalingen en slotbepalingen

Art. 20. Indien een Minister een van de voorstellen bedoeld in dit besluit voorlegt aan de Regering, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of aan de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 21. Elk besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën en het akkoord van de Regering of van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

In geval van toepassing van artikel 9, vermeldt het de beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

Art. 22. Artikel 17 van het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"De verrichtingen van de diensten bedoeld in artikel 1, § 1, worden niet onderworpen aan de controle van de Inspectie van Financiën."

Art. 23. De toepassing van dit besluit doet geen afbreuk aan de bepalingen die door de Regering bij een besluit tot regeling van zijn werking worden getroffen.

Art. 24. De leden van de Regering van de Franse Gemeenschap zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 december 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.- P. GRÄFE

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.- Cl. VAN CAUWENBERGHE